

Ralentissement économique, la Chine dans la tourmente ?

Pierre SALAMA

Abstract : « Peu importe que le chat soit blanc ou noir du moment qu'il attrape les souris ». Avec le ralentissement de la croissance et la multiplication des conflits du travail, de moins en moins contrôlés, les luttes des paysans pour un respect de leurs droits, il est probable qu'à l'avenir, il soit de plus en plus difficile « d'attraper la souris »

La société par actions a été un depuis la fin du XIXe siècle une des institutions majeures du capitalisme, et l'instrument central du développement industriel des économies occidentales d'abord, et du reste du monde ensuite. Les caractères et le comportement de ces sociétés ont, aujourd'hui plus que jamais, des conséquences économiques, sociales, environnementales et même politiques considérables. Les conditions dans lesquelles ces entreprises sont gérées, les objectifs qu'elles poursuivent et les intérêts défendus par leurs dirigeants sont donc d'une très grande importance.

Mesuré au taux de change courant, le PIB par tête de la Chine a été multiplié par un peu plus de 22 entre 1980 et 2011, passant ainsi de 220 dollars en 1980 à 4930 dollars en 2011. Exprimé au taux de parité de pouvoir d'achat (PPA), il a été multiplié par 33. Grâce à une croissance très élevée, durable et peu volatile, la baisse de la pauvreté est impressionnante. Cependant l'augmentation très rapide des inégalités de revenus contrecarre partiellement les effets positifs d'un fort taux de croissance sur la réduction de la pauvreté, celle-ci se poursuivant mais à un rythme plus faible.

La contribution à la croissance mondiale de la Chine est, depuis plusieurs années, déterminante. Le ralentissement actuel de sa croissance est préoccupant à double titre : il a des conséquences sur la croissance des autres économies émergentes et des économies avancées, il est probable qu'il puisse ne pas être contrôlé.

1. Originalité du modèle chinois

L'originalité du modèle chinois réside dans sa capacité à marier l'eau et le feu : le marché et le socialisme. Le secteur privé s'est fortement développé. Il n'est pas limité aux activités des seules firmes multinationales. Le secteur public est très important. Sa modernisation est financée par des crédits à taux d'intérêt très faibles, quitte à pratiquer une « répression financière » vis-à-vis du secteur privé devant emprunter à taux d'intérêt élevés. Les entreprises publiques bénéficient de subventions conséquentes. Protégés par des mesures administratives et le maintien d'un taux de change déprécié, les prix des produits manufacturés sont de plus en plus libres. La libéralisation est cependant moins importante pour les biens intermédiaires qui bénéficient de nombreuses subventions. Elle est restreinte pour les facteurs de production, notamment en ce qui concerne les matières premières, les conditions d'emprunt et le travail dont les prix sont maintenus à un faible niveau. Enfin, la Chine peut être caractérisée par les facilités accordées pour acheter des entreprises étrangères - dans le but de s'approprier les technologies les plus récentes -, par un certain protectionnisme, via le maintien d'un taux de change déprécié et l'exclusion de facto des entreprises étrangères dans les appels d'offre publics.

L'originalité de ce modèle se fonde :

- sur l'articulation des forces sociales sous l'égide du Parti Communiste : entrepreneurs des secteurs publics et privés appartenant le plus souvent au Parti, monde du travail avec ses différenciations de plus en plus fortes entre campagne et ville, travailleurs qualifiés et non qualifiés, travailleurs résidents et travailleurs migrants des campagnes (*mingongs*) sans permis (sans le *Hukou*), ne bénéficiant que très faiblement d'avantages sociaux. Ces derniers, très nombreux (260 mil-

Chine : Quelques faits saillants

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2011
PNB par tête au taux de change courant	220	280	330	530	930	1740	4930
PNB par tête, PPA	250	500	800	1480	2340	4090	8430
Taux de pauvreté (moins de 2 dollars PPA/jour en %)	98	93	85	74	61	37	30

Source : World Bank-World Development Indicators, *on line* (Juillet 2012)

lions), sont concentrés dans des emplois non qualifiés et particulièrement pénibles ;

- sur la capacité de l'État central à maintenir un contrôle sur les gouvernements des provinces, et sur la concentration politique et le maintien d'une autonomie très relative vis-à-vis du pouvoir central ;

- sur une croissance élevée de nature à légitimer le maintien d'un régime autoritaire, malgré la distribution particulièrement inégalitaire des fruits de cette croissance et l'essor de la corruption,

L'intervention massive de l'État, le plus souvent indirecte, la vulnérabilité des entrepreneurs privés et publics, la corruption, la surexploitation des travailleurs, notamment des « sans-papiers », sont des particularités de ce modèle¹. En fait, on est en présence d'un double processus d'accumulation primitive, le premier, au sens de Marx avec l'afflux de paysans pauvres dans les villes, le second plus complexe avec la spoliation des épargnants par des taux d'intérêt très faibles, voire négatifs, et l'octroi de crédit à bas taux à des entreprises sélectionnées, publiques et privées.

II. Un ensemble de facteurs défavorables joue en faveur d'un ralentissement plus prononcé de l'activité économique

1/ Les perspectives de forte croissance des exportations sont moins favorables que par le passé et ce d'autant plus qu'il est de plus en plus difficile de passer d'une spécialisation reposant sur l'exportation de produits à basse intensité technologique à des exportations plus sophistiquée, ayant une valeur ajoutée plus grande. La remontée des filières rencontre en effet deux obstacles difficilement surmontables ; d'une part, avec la globalisation, il est plus difficile qu'hier de s'opposer à l'éclatement international de la chaîne de valeur, et d'autre part, le manque de maîtrise des nouvelles technologies, notamment celles liées à la télécommunication et à l'information et de « savoir-faire » rendent plus difficiles, mais non impossibles, les stratégies nationales de remontée des filières et

d'intégration des lignes de production.

2/ Passer d'un modèle de développement à un autre reposant sur la dynamique du marché intérieur n'est pas aisé, malgré l'essor des classes moyennes. Les salaires ont certes, depuis 2009, cru en moyenne plus rapidement que la productivité du travail mais la part de la consommation dans le PIB et sa contribution à la croissance augmentent encore trop faiblement. L'augmentation des coûts du travail, suite à celle des revenus, pour un taux de croissance de la productivité du travail donné, diminue la compétitivité des entreprises utilisant beaucoup de main d'œuvre. Reste que l'essor de la consommation pourrait venir d'une désépargne. L'épargne importante des ménages – expliquée par des comportements de précaution, liés aux coûts des soins, à l'éducation, aux retraites insuffisantes², aux aléas de l'emploi – pourrait baisser s'il existait des mécanismes de socialisation plus importants nécessitant une hausse sensible des dépenses sociales de l'État.

3/ Une grande partie des investissements est dirigée vers la mise en place d'infrastructures importantes. Celles-ci sont des prérequis pour une croissance durable et leur insuffisance explique les difficultés de maintenir un taux de croissance conséquent tant au Brésil qu'en Inde. Mais en Chine ces investissements sont en grande partie à l'origine de la multiplication des créances douteuses fragilisant les banques. A priori, on pourrait considérer, que les risques financier et bancaire ne sont pas encore trop élevés en Chine malgré ces créances douteuses puisque les crédits sur le PIB atteignent 154% en 2012, soit un chiffre plus faible que les États-Unis à la veille de la crise de 2007 (224%) ou du Japon à la veille de ses difficultés en 1989 (239%). En fait, il convient de prendre en compte les produits financiers complexes, c'est-à-dire l'ensemble des *shadow banking activities* réalisés par des institutions financières, très peu contrôlées par les autorités monétaires, et leurs relations au système bancaire. Ces activités se sont accrues de 62% entre 2008 et 2012 et, si on tient

¹ Pour autant, les salaires ont fortement progressé depuis quelques années en Chine. Selon l'OIT (2012, p.25), le taux de croissance moyen annuel des salaires a été de 13% entre 1997 et 2007 et de 11% entre 2008 et 2011 alors que celui de la productivité moyenne a été de 9% et de 8,5% aux mêmes périodes. Les inégalités salariales augmentent, les salaires des ouvriers non qualifiés, et plus particulièrement ceux des migrants « illégaux » croissent moins vite que le taux de croissance de l'économie, le réservoir de main-d'œuvre n'étant pas illimité.

² Rappelons que le ratio de dépendance s'accroît fortement à cause de l'allongement de la durée de vie et de la politique de l'enfant unique.

compte de celles-ci, le ratio de l'ensemble des crédits passe de 145% en 2008 à 207% en 2012 selon les données de l'agence Nomura. Le risque d'une crise financière pouvant conduire à un *hard landing* est dès lors plus élevé qu'il ne le paraît lorsqu'on tient compte des crédits, à l'exclusion de ces produits complexes.

4/ Les taux d'investissement trop élevés (43.5% en 2010) entraînent des surcoûts provenant des capacités de production oisives importantes. Avec de tels taux, l'efficacité du capital tend à décroître, surtout dans les entreprises d'État et le secteur immobilier fragilisé par l'éclatement possible d'une bulle spéculative.

5/ La maîtrise des conflits sociaux tout en maintenant la suprématie du Parti Communiste chinois, est d'autant plus problématique que l'opacité des décisions gouvernementales est grande et la corruption à tous les niveaux importante.

- Les conséquences d'un ralentissement de l'activité économique sur les prix internationaux des matières premières et les volumes échangés commencent déjà à se faire sentir pour les économies émergentes latino-américaines et pour de nombreuses économies africaines. Si la croissance de la Chine devait chuter fortement, les conséquences économiques sur ces pays, ainsi que sur les pays avancés, seraient encore plus importantes, ce qui réduirait d'autant la croissance des exportations de la Chine.

Conclusion

Plus qu'un *hard landing* ce sont les troubles sociaux, alimentés par la réduction de la croissance, qui menacent le maintien du régime politique. A défaut de pouvoir assurer la poursuite d'une augmentation forte des revenus et à atténuer les inégalités de revenus, le gouvernement cherche à prévenir les troubles sociaux en prévoyant de céder sur quelques éléments qualitatifs : reconnaissance du droit de propriété des paysans, reconnaissance du bien fondé de certaines des revendications des travailleurs, mise en place d'un système de sécurité sociale, protection

annoncée de l'environnement fortement dégradé, et enfin « lutte » contre la corruption affectant le personnel politique et les cadres d'entreprise à tous les niveaux.

Pour les économistes et politistes chinois le régime autoritaire ne se fonde pas sur une légitimité idéologique mais sur son efficacité. On se rappelle alors le mot de Deng XiaoPing : « *peu importe que le chat soit blanc ou noir du moment qu'il attrape les souris* ». Avec le ralentissement de la croissance et la multiplication des conflits du travail, de moins en moins contrôlés, les luttes des paysans pour un respect de leurs droits, il est probable qu'à l'avenir, il soit de plus en plus difficile « d'attraper la souris ».

Éléments de bibliographie

En français :

- Aglietta M., Bai G. (2012) : *La voie chinoise, capitalisme et empire*, Odile Jacob.
- Bergère M.C. (2013) : *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, Fayard.
- Araujo H. et Cardenal J.P. (2013) : *Le siècle de la Chine : comment Pékin refait le monde à son image*, Flammarion.
- Salama P (2012) : *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis* (six chapitres sur huit analysent le modèle chinois en le comparant aux modèles latino-américains), Armand Colin.

En anglais :

- Borst N. (2003): "Shadow deposit as a source of financial instability: lessons from the American experience for China", *Peterson Institute* (1-12).
- Walter A., Zhiang X. (2012): *East Asian Capitalism, Diversity, Continuity and Change*, Oxford.
- Zhuang I., Vandenberg P. et Huang Y. (oct 2012): *Growing beyond the Low-cost Advantage*, Asian Development Bank.
- Yifu Lin (2011): *Demystifying the chinese economy*, Cambridge.
- Yueh L (2013): *China's growth: the making of an economic superpower*, Oxford.

Séminaires & Colloques

12 déc. 2013 – 17:00-19:00 - Université Paris 13, site de Villetaneuse -Salle K303

Séminaire CEPN-OSIRIS

DAMIEN BESANCENOT (CEPN), JOÃO FARIA (University of Texas at El Paso) & KIM HUYNH (Bank of Canada and Indiana University) :
"Congestion of academic journal under papers' imperfect selection"

13 déc. 2013 – 14:00-17:00 – Maison des Sciences Économiques (Paris)

Séminaire d'Économie Politique de la Santé (groupe STRAS)

BERNARD FRIOT (Institut Européen du Salarat et IDHE)

"Financer la couverture santé par une hausse de la cotisation ou par un mixte CSG/régime complémentaire professionnel ?"

16 déc. 2013 – 8:30-17:30 - Vietnam Academy of Social Sciences (VASS), Hanoi

International conference : Regional Integration, Inequalities and Social Cohesion in East Asia

Co-Organisé par CAF Hanoi, CEPN, DIAL, IRASEC, UNESCAP.

18 déc. 2013 – 9:30 -18:00 - MSH Paris Nord - Salle de Conférences

Séminaire/Journée d'étude : Vers de nouveaux cadres de représentation du développement durable ?

Co-organisé par le CEPN (Pascal Petit et Hélène Tordjman) et la Chaire du Collège d'études mondiales (Dominique Méda)

19 déc. 2013 – 12:45-14:00 - Université Paris 13, site de Villetaneuse -Salle K301

Séminaire déjeuner d'Économie Politique du CEPN

CÉDRIC DURAND (CEPN)

"Weird capitalism: Financialization, globalization and the profits without accumulation puzzle"

20 déc. 2013 – 14:00 -16:00 - MSH Paris Nord – Salle de Conférences

Séminaire CEPN

ISABELLE MEJEAN (École Polytechnique)

"Low wage Country Competition and the Quality Content of High-Wage Country Exports"

APPEL À COMMUNICATIONS

Colloque International : Services et distribution dans les pays émergents

École Nationale Polytechnique d'Oran (ex: ENSET) - Oran (Algérie), 24-25 Juin 2014

Co-organisé par le LAREEM et le CEPN

Intentions de communication (300 à 500 mots) : 15 Déc. 2013 – Contact : Camal.Gallouj@univ-lille1.fr / benziane_baki@yahoo.fr

Ouvrages publiés



REGARDS CROISÉS SUR LE MANAGEMENT DU TOURISME DURABLE

ERICK LEROUX, PHILIPPE CALLO (Eds) – 2013 – Edition L'HARMATTAN

Le tourisme durable doit satisfaire les touristes, et leur procurer une expérience unique mais aussi utile en les sensibilisant aux problèmes de durabilité et en les encourageant à adopter les meilleures pratiques. Rappelons que la prise en compte du développement durable a démarré par la création des parcs nationaux ou naturels régionaux. Les professionnels de l'hôtellerie, les hébergeurs et les voyagistes font désormais des offres de produits touristiques durables. Le tourisme durable nécessite donc la mise en place de pratiques et de critères de durabilité, et le management du tourisme s'y emploie.

Avec des contributions de : Isabel Babou, Patrice Ballester, Mireille Barthod-Prothade, Philippe Callot, Bruno Cardinale, Cécile Clergeau, Frédéric Desglis, Mbaye Fall Diallo, Xavier Dupuis, Sall Fatou Diop, Luc Florent, Christian Germanaz, Thi Thuy Duong Ha, Aziz Hmioui, Erick Leroux, Jean-Bernard Marsat, Béatrice Moppert, Krystel Paulus, Olivier Saissi, Michel Sicre.